



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service du commissariat des armées
Plate-forme commissariat Rambouillet
Division Achats Publics**

DAF 2023_001746

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (PHASE CANDIDATURE)

*Système d'acquisition dynamique soumis aux dispositions des articles
L. 2125-1-4°, R. 2162-37 à R. 2162-51 CCP du Livre 1 du Code de la commande publique.*

FOURNITURE DE MASQUES DE PROTECTION SANITAIRES

**SYSTÈME D'ACQUISITION DYNAMIQUE
A MARCHÉS SPÉCIFIQUES
SANS MINIMUM – AVEC UN MAXIMUM EN QUANTITÉ**

**Réception et analyse des candidatures initiales
Mardi 16 janvier 2024 à 15h00 heure de Paris**

Au-delà du 16 janvier 2024 à 15h00, le système reste ouvert à tout opérateur économique souhaitant déposer une candidature satisfaisant aux critères de sélection de candidature

Pour tout renseignement, d'ordre administratif, technique ou financier, veuillez-vous adresser à la PFC Rambouillet uniquement via la Plate-forme des Achats de l'Etat <https://www.marches-publics.gouv.fr> en indiquant le numéro de dossier suivant : DAF_2023_001746

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - ARTICLE LIMINAIRE.....	3
1.1 L'acheteur.....	3
1.2 Le candidat.....	3
1.3 Forme des notifications	3
ARTICLE 2 - CARACTÉRISTIQUES DU SYSTÈME D'ACQUISITION DYNAMIQUE.....	4
2.1 Objet du Système d'Acquisition Dynamique	4
2.2 Processus du système d'acquisition dynamique.....	4
2.3 Restriction à l'Union européenne des unités de fabrication et approvisionnement des composants	5
2.4 Modalités de non reconduction.....	5
ARTICLE 3 - CONTENU DU DOSSIER RELATIF A LA CANDIDATURE	5
3.1 Présentation de la candidature.....	5
3.2 Candidature sous forme de déclaration simplifiée (eDUME).....	5
3.3 Candidature hors déclaration simplifiée.....	6
3.4 Admission dans le système d'acquisition dynamique	8
3.5 Non admission dans le système d'acquisition dynamique.....	8
ARTICLE 4 - RÉCEPTION DES CANDIDATURES.....	8
ARTICLE 5 - CONDITIONS D'ENVOI DES SOUMISSIONS	8
5.1 Aide	8
5.1.1 <i>Annuaire fournisseur et espace de stockage numérique.....</i>	<i>8</i>
5.1.2 <i>Déroulement de la procédure de transmission de la candidature</i>	<i>9</i>
5.1.3 <i>Modalités relatives à la copie de sauvegarde</i>	<i>9</i>
ARTICLE 6 - GROUPEMENTS D'ENTREPRISES	9
ARTICLE 7 - ORGANISATION DE LA CONSULTATION DES MARCHÉS SPÉCIFIQUES, MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT DU SAD	10
7.1 Masques objet des marchés spécifiques	10
7.1.1 <i>Masques chirurgicaux de norme EN 14683-2019 type II ou II R.....</i>	<i>10</i>
7.1.2 <i>Masques de type inclusif.....</i>	<i>11</i>
7.2 Candidatures ultérieures.....	11
7.3 Gestion des candidatures	11
7.3.1 <i>Actualisation des candidatures.....</i>	<i>11</i>
7.3.2 <i>Exclusion d'un candidat.....</i>	<i>11</i>
7.3.3 <i>Retrait d'un candidat.....</i>	<i>11</i>
7.4 Invitation à soumissionner	11
7.5 Délai de réponse.....	12
7.6 Modalités de remise des offres	12
7.7 Documents à produire au titre de l'offre.....	12
7.8 Critères de sélection des offres	13
7.9 Délai de validité des offres	13
7.10 Modalités d'attribution	13
7.11 Durée des marchés spécifiques.....	13
ARTICLE 8 - QUESTIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	14
8.1 Au titre du Système d'Acquisition Dynamique	14
8.2 Au titre des Marchés Spécifiques.....	14
ARTICLE 9 - UNITE MONÉTAIRE UTILISÉE.....	14
ARTICLE 10 - PROCÉDURES DE RECOURS.....	14

ARTICLE 1 - ARTICLE LIMINAIRE

1.1 L'acheteur

L'acheteur est la personne qui conclut le marché avec le titulaire. Il est le directeur de la Plate-Forme Commissariat Rambouillet (PFC RBT) qui agit pour toutes les formalités :

- de lancement du Système d'Acquisition Dynamique (SAD) ;
- de sélection des candidatures ;
- de reconduction ou de non-reconduction ;
- d'établissement de modifications ;
- de suivi administratif et financier ;
- de règlement des litiges ;
- de lancement des marchés spécifiques.

Le service acheteur qui agit au nom et pour le compte de l'acheteur est :

Plate-Forme Commissariat Rambouillet
Division Achats Publics
11 rue de Groussay
CS 70106
78513 RAMBOUILLET CEDEX
courriel : pfc-rbt.contact.fct@intradef.gouv.fr

Tous les documents, ainsi que les justificatifs présentés au titre du présent SAD (candidature) et des marchés spécifiques (remises d'offres, exécution), doivent être rédigés exclusivement en **langue française**.

1.2 Le candidat

Le « candidat » est l'opérateur économique qui soumissionne à la consultation. En cas de groupement d'opérateurs économiques (GOE), le « candidat » désigne le groupement, représenté, le cas échéant, par son mandataire.

Le candidat désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du SAD.

Cet/ces interlocuteur(s) est/sont désigné(s) dans le dossier de candidature présenté.

Le titulaire est tenu d'informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

1.3 Forme des notifications

La notification aux candidats des décisions ou informations de l'acheteur est faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

Les documents remis à l'appui des candidatures (SAD) et des offres (Marchés spécifiques) dans une autre langue que la langue française doivent être accompagnés d'une traduction en français. En cas de contradiction entre les deux documents, la version en langue française fera seule foi.

Tout document présenté dans une langue autre que le français non accompagné de sa traduction en langue française sera considéré non présenté et ne sera pas pris en compte.

Application du règlement (UE) n°2022/576 du Conseil du 8 avril 2022

« Conformément au règlement du Conseil de l'Union européenne n° 2022/576 du 8 avril 2022 relatif aux mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine, la présente consultation n'est pas ouverte à un candidat établi sur le territoire russe ou détenu à plus de 50% par une entité établie sur ce territoire. La même restriction est applicable à un candidat qui recourt à un fournisseur implanté sur le territoire russe ou détenu à plus de 50% par une entité établie sur ce territoire, si le montant des prestations représente plus de 10% de la valeur du marché. Toute candidature ne satisfaisant pas à ce règlement sera rejetée. »

ARTICLE 2 - CARACTÉRISTIQUES DU SYSTÈME D'ACQUISITION DYNAMIQUE

2.1 Objet du Système d'Acquisition Dynamique

Le SAD a pour objet la fourniture et la livraison de masques de protection sanitaires au profit des personnels du Ministère des Armées (hors personnels soignants du Service de Santé des Armées).

Le SAD est alloté de la manière suivante :

N° lot	Intitulé des lots	Postes		Quantités annuelles*	
				minimums	maximums
1	Masques de type chirurgicaux	Poste 10	Masques chirurgicaux de norme EN 14683-2019 type II ou II R de couleur blanc ou bleu	Sans	50 000 000
		Poste 15	Masques chirurgicaux de norme EN 14683-2019 type II ou II R de couleur		
2	Masques de type inclusif	Poste 20	Masques à lecture labiale à élastiques avec notice d'utilisation	Sans	50 000

* Les quantités indiquées sont contractuelles.

Les candidats peuvent répondre pour l'une ou les deux catégories (lots).

2.2 Processus du système d'acquisition dynamique

La présente consultation est un système d'acquisition dynamique (SAD), soumis aux dispositions des articles L. 2125-1-4°, R. 2162-37 à R. 2162-51 CCP du Livre 1 du Code de la commande publique (CCP).

Un système d'acquisition dynamique (SAD) est un processus entièrement électronique de passation de marché public, pour des achats d'usage courant, par lequel l'acheteur attribue, après mise en concurrence, un ou plusieurs marchés spécifiques à l'un des opérateurs économiques préalablement sélectionnés.

Le SAD, sans minimum et avec un maximum fixé en quantité, est conclu pour une durée de **12 mois** à compter de la date d'admission du premier fournisseur quel que soit la catégorie. Il est reconductible **par période de 12 mois, dans la limite de trois reconductions**. La durée maximum du SAD est de 48 mois. Les modalités de non reconduction sont indiquées à l'article 2.4 ci-dessous.

Le SAD est exécuté par des marchés spécifiques lancés au fur et à mesure des besoins de l'administration dans les conditions fixées aux articles R. 2162-49 à R. 2162-51 du CCP. L'organisation des consultations des marchés spécifiques est précisée à l'article 7 du présent RC.

Le Cahier des Clauses Administratives Générales des Marchés publics de Fournitures Courantes et prestations de Service (CCAG/FCS) est applicable aux marchés spécifiques issus de la présente procédure.

2.3 Restriction à l'Union européenne des unités de fabrication et approvisionnement des composants

Conformément aux orientations du conseil de l'Union européenne du fait de l'importance cruciale et du caractère sensible des besoins du MINARM pour assurer son fonctionnement, la continuité de ses missions en cas de crise sanitaire et de la nécessité de garantir la sécurité des approvisionnements des masques de protection sanitaires, l'acheteur appelle l'attention des candidats sur le fait que pour **l'exécution des marchés spécifiques, il fera application des dispositions de l'article L. 2112-4 du CCP en imposant l'origine des composants (meltblown, spunbond, et barrettes nasales - hors élastiques), et de l'unité de fabrication des masques sur le territoire de l'Union européenne (UE), y compris pour les éventuels cotraitants et sous-traitants.**

2.4 Modalités de non reconduction

En cas de non reconduction, l'acheteur transmet sa décision de non reconduction, aux candidats sélectionnés au plus tard 60 jours précédant la date de terme de la période concernée. La décision de non reconduction est transmise par mail aux adresses indiquées par ces derniers dans leur dossier de candidature.

ARTICLE 3 - CONTENU DU DOSSIER RELATIF A LA CANDIDATURE

3.1 Présentation de la candidature

Cas des entreprises nouvellement créées : Quand l'entreprise candidate a été créée depuis moins de trois années, elle fournit les documents financiers et techniques pour la période ayant débuté à sa création jusqu'au dernier exercice clos.

Les candidats éligibles peuvent déposer une **candidature simplifiée** en utilisant la version électronique du document unique de marché européen : l'eDUME (cf. article 3.2 du RC).

Les candidats éligibles qui ne souhaitent pas déposer de candidature simplifiée, qui se présentent en groupement d'opérateurs économiques, ceux qui ne disposent pas d'un numéro SIRET et les sociétés de nationalité étrangère ne disposant pas de SIRET, doivent respecter les exigences de la **candidature hors déclaration simplifiée** (cf. article 3.3 du RC).

Pour plus de précisions sur le DUME, merci de se référer aux explications disponibles ici : <https://www.economie.gouv.fr/daj/dume-esp>

3.2 Candidature sous forme de déclaration simplifiée (eDUME)

Le dossier de candidature simplifié comporte les éléments suivants :

Pièce n°1. l'eDUME

Le candidat peut :

- Soit créer un eDUME « opérateur économique », en activant toutes les rubriques du formulaire électronique et en répondant à toutes les questions, à partir de l'utilitaire d'importation et téléchargement disponible à l'adresse URL suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/> ;

- Soit utiliser l'eDUME acheteur créé pour cette consultation sur la PLACE. Cette solution permet de ne répondre qu'aux questions sélectionnées par l'acheteur (= gain de temps).

NB : le candidat souhaitant s'appuyer sur la ou les capacité(s) d'un autre opérateur économique devra fournir pour chacune des entités concernées un formulaire eDUME distinct.

Pièce n°2. une **présentation générale** de l'entreprise ou du groupe ;

Pièce n°3. la **preuve** par tout moyen que le candidat dispose d'une organisation basée sur un système d'assurance qualité répondant aux exigences de la norme ISO 9001 ou ISO 13485 en vigueur ou équivalent couvrant la réalisation des prestations objet du SAD ;

Pièce n°4. un **numéro unique d'identification délivré par l'INSEE**. Pour les opérateurs étrangers : un certificat émanant des autorités du pays d'origine tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;

Pièce n°5. une **attestation sur l'honneur de non interdiction de soumissionner** dûment complétée et signée. L'attestation en annexe 1 peut être prise comme exemple ;

Pièce n°6. une **attestation sur l'honneur relative à la Russie** dûment complétée et signée. L'attestation en annexe 2 peut être prise comme exemple ;

Pièce n°7. A titre d'information, le **lieu** et l'**adresse** de ou **des usines de fabrication** des **masques** et des **composants**. Attention : pour l'exécution des marchés il sera fait application des dispositions de l'article L. 2112-4 du CCP en imposant l'origine des composants (meltblown, spunbond, et barrettes nasales - hors élastiques), et de l'unité de fabrication des masques sur le territoire de l'Union européenne (UE).

Les pièces 2 à 6 doivent être déposées en pièces libres sur PLACE au moment du dépôt du pli.

3.3 Candidature hors déclaration simplifiée

La constitution intégrale de ce dossier de candidature s'impose aux candidats qui satisfont à au moins l'une des conditions suivantes :

- Ne souhaitent pas remettre un DUME ;
- Se présentent en groupement d'entreprises ;
- Ne disposent pas d'un numéro de SIRET ;
- Sont des entreprises de nationalité étrangère hors UE.

Le candidat fournit, conformément à l'article R. 2143-3 du CCP, l'ensemble des éléments suivants :

Pièce n°1. La **lettre de candidature** (imprimé DC1) dûment complétée et datée par le candidat se présentant seul ou, en cas de candidature groupée, par l'ensemble des membres du groupement ;

Pièce n°2. La **déclaration du candidat** (imprimé DC2) complétée et datée par le candidat se présentant seul ou, en cas de candidature groupée, par l'ensemble des membres du groupement (1 DC2 par membre).
Si le candidat est en redressement judiciaire, il adresse la copie du ou des jugements prononcés ;

Ces formulaires peuvent être remplacés par des documents contenant les mêmes informations.

Les formulaires sont disponibles et téléchargeables sur le site :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Pièce n°3. Une **présentation générale** de l'entreprise ou du groupe ;

Pièce n°4. La déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures objet du SAD réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles ou preuve par équivalence ;

Pièce n°5. La déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ou preuve par équivalence ;

Pièce n°6. La présentation d'une liste des principales fournitures liées à l'objet de l'accord-cadre et effectuées au cours des cinq dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé, ou preuve par équivalence. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;

Pièce n°7. Les certificats de qualifications professionnelles, la preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références attestant de sa compétence à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat ;

Pièce n°8. La preuve par tout moyen que le candidat dispose d'une organisation basée sur un système d'assurance qualité répondant aux exigences de la norme ISO 9001 ou ISO 13485 en vigueur ou équivalent couvrant la réalisation des prestations objet du SAD ;

Pièce n°9. Un numéro unique d'identification délivré par l'INSEE. Pour les opérateurs étrangers : un certificat émanant des autorités du pays d'origine tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;

Pièce n°10. une attestation sur l'honneur de non interdiction de soumissionner dûment complétée et signée. L'attestation en annexe 1 peut être prise comme exemple ;

Pièce n°11. une attestation sur l'honneur relative à la Russie dûment complétée et signée. L'attestation en annexe 2 peut être prise comme exemple ;

Pièce n°12. A titre d'information, le lieu et l'adresse de ou des usines de fabrication des masques et des composants. Attention : pour l'exécution des marchés il sera fait application des dispositions de l'article L. 2112-4 du CCP en imposant l'origine des composants (meltblown, spunbond, et barrettes nasales - hors élastiques), et de l'unité de fabrication des masques sur le territoire de l'Union européenne (UE).

Les pièces 1 à 11 doivent être déposées en pièces libres sur PLACE au moment du dépôt du pli.

QUELQUE SOIT LE MODE DE TRANSMISSION

Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché public (article R. 2142-4 du CCP).

Un opérateur économique ne peut, au titre du SAD, agir à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membre de plusieurs groupements.

Dans le cas de candidatures groupées, une lettre de candidature par groupement et un dossier complet par cotraitants sont exigés.

L'acheteur vérifie que l'ensemble des documents demandés au titre de la candidature ont été transmis et sont recevables.

Les dossiers de candidatures transmis seront analysés dans un délai de 10 jours ouvrables à compter de leur réception. La période d'évaluation peut être portée à 15 jours lorsqu'il est nécessaire d'examiner des documents complémentaires ou de vérifier que les critères de sélection sont remplis.

Par ailleurs, tant que l'invitation à soumissionner pour le premier marché spécifique n'a pas été envoyée, cette période d'évaluation peut être également prolongée de 30 jours.

3.4 Admission dans le système d'acquisition dynamique

Le candidat satisfaisant aux critères de sélection sera admis au sein du SAD.

Un message transmis par le profil acheteur l'informera de cette admission. A compter de la réception de ce message, le candidat pourra participer aux mises en concurrence suivantes.

3.5 Non admission dans le système d'acquisition dynamique

L'acheteur informera dans les plus brefs délais les opérateurs économiques non admis dans le SAD leur indiquant le motif de cette non admission.

Si le ou les motifs qui ont conduit l'acheteur à ne pas admettre la candidature de l'opérateur économique venaient à évoluer, l'opérateur économique peut présenter une nouvelle candidature au titre des candidatures ultérieures (cf. article 7.1 du RC).

ARTICLE 4 - RÉCEPTION DES CANDIDATURES

Réception et analyse des candidatures initiales déposées au plus tard le mardi 16 janvier 2024 à 15h00 heure de Paris

Au-delà du mardi 16 janvier 2024 à 15h00, le système reste ouvert pendant toute sa durée de validité à tout opérateur économique souhaitant déposer une candidature satisfaisant aux critères de sélection de candidature

ARTICLE 5 - CONDITIONS D'ENVOI DES SOUMISSIONS

L'administration impose aux candidats de recourir à une transmission électronique via le portail www.marches-publics.gouv.fr pour la remise candidatures.

5.1 Aide

Le candidat trouve sur le site www.marches-publics.gouv.fr les modalités d'inscription dans le « Guide d'Utilisation – Utilisateur Opérateur Economique » figurant dans l'encart « aide » du site précité de la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE).

Seules les données collectées sur le site du portail www.marches-publics.gouv.fr font foi et peuvent être utilisées pour déposer les candidatures. Les erreurs liées à l'utilisation de données extérieures au site précité peuvent entraîner le rejet de la candidature. L'administration décline toute responsabilité du fait d'éventuelles récupérations de fichiers contenant des erreurs.

5.1.1 *Annuaire fournisseur et espace de stockage numérique*

Conformément aux articles R. 2143-14 et R. 2143-15 du CCP, chaque soumissionnaire a la possibilité de déposer les divers certificats et attestations sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) via sa fiche fournisseur afin que l'acheteur puisse les obtenir directement.

Dans l'hypothèse où les documents ne sont pas disponibles sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE), le candidat retenu devra fournir ces documents dans un délai précisé lors de la demande du service.

5.1.2 Déroulement de la procédure de transmission de la candidature

Lors de l'envoi électronique, le candidat reçoit en retour sur son adresse courriel, un accusé de réception électronique de son dépôt, signé par la plate-forme. Cet accusé de réception sert de preuve de dépôt opposable pour le soumissionnaire.

Le candidat peut modifier le contenu de son dossier autant de fois que nécessaire tant que la date et l'heure limite de dépôt ne sont pas dépassées. **Cependant et dans ce cas, il doit déposer à chaque fois, un dossier complet contenant l'intégralité des documents.** Les précédents envois seront rejetés par l'acheteur, sans être ouverts.

Les dossiers électroniques parvenus hors délai seront effacés des fichiers de l'acheteur sans avoir été lus. Le candidat en sera informé.

5.1.3 Modalités relatives à la copie de sauvegarde

Le candidat peut effectuer une copie de sauvegarde sur support électronique (**clé USB uniquement**). Cette copie de la candidature déposée sur PLACE est destinée à se substituer en cas d'anomalie au dossier des candidatures transmis par voie électronique à l'acheteur.

Cette copie de sauvegarde parvient à la PFC de Rambouillet en courrier recommandé avec accusé de réception dans les délais impartis pour la remise des candidatures. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- Lorsqu'il est détecté un virus par l'acheteur lors de la transmission électronique de la candidature ;
- En cas de défaillance du système informatique supportant la dématérialisation ;
- Lorsqu'une candidature a été transmise par voie électronique et n'est pas parvenue dans les délais ou n'a pu être ouverte ; sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais impartis pour la remise des candidatures.

En cas d'envoi d'une copie de sauvegarde, celle-ci est placée dans un pli scellé comportant la mention lisible

« COPIE DE SAUVEGARDE » avec les références précises de la procédure et le nom du soumissionnaire.

L'adresse pour l'envoi de l'éventuelle copie de sauvegarde est la suivante :

Plate-Forme Commissariat de Rambouillet Division achats publics Section CEB Quartier Estienne 11 rue de Groussay CS70106 78 513 RAMBOUILLET CEDEX

ARTICLE 6 - GROUPEMENTS D'ENTREPRISES

En application des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du CCP :

Les soumissionnaires peuvent présenter leur offre en cotraitance sous la forme d'un groupement conjoint ou solidaire.

Le groupement est conjoint lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché public.

En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement conjoint est obligatoirement solidaire pour l'exécution du marché public de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

Le groupement est solidaire lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché public.

Les soumissionnaires ne peuvent se présenter en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements.

Une entreprise ne peut être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Sans préjudice des dispositions des articles L. 2141-13 et L. 2141-14, la composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché. Toutefois, en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées. L'acheteur se prononce sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants ou entreprises liées présentés à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières du groupement est globale et non individualisée par membre.

ARTICLE 7 - ORGANISATION DE LA CONSULTATION DES MARCHÉS SPÉCIFIQUES, MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT DU SAD

7.1 Masques objet des marchés spécifiques

7.1.1 Masques chirurgicaux de norme EN 14683-2019 type II ou IIR

A élastiques, de taille adulte, les masques sont conformes à la norme EN 14 683-2019 de type II ou IIR.

Ils sont non stériles à usage unique (4h d'utilisation), munie d'une barrette nasale d'ajustement à mémoire de forme.

Pour des raisons de logistique MINARM, ils sont conditionnés de la manière suivante :

- 50 masques par boîte
- 40 boîtes par cartons / soit 2 000 pièces

Exceptionnellement il pourra être demandé un autre conditionnement, les précisions seront apportées sur chaque MS.

Une notice d'utilisation en français sera fournie pour chaque boîte de masques.

Chaque MS indiquera la date de péremption souhaitée.

7.1.2 Masques de type inclusif

De taille adulte, les masques à lecture labiale sont obligatoirement à élastiques et fourni avec une notice d'utilisation.

Conformément à la note interministérielle du 29 mars 2020 révisée le 22 juillet 2020, les masques doivent présenter des performances équivalentes aux masques à usage non sanitaire de catégorie 1 (cf. norme AFNOR S76-001) ou équivalent ; et doivent, de plus, avoir satisfait aux essais réalisés dans le cadre de la crise sanitaire du COVID 19 par la Direction Générale de l'Armement (DGA).

Les masques doivent être lavables au minimum 20 fois.

Ils doivent être conditionnés soit individuellement ou par cinq au maximum et accompagnés d'une notice d'utilisation.

La notice d'utilisation fait apparaître, sans que la liste soit exhaustive, les recommandations, limite d'utilisation, conseil d'entretien et de stockage du masque.

7.2 Candidatures ultérieures

Les opérateurs économiques peuvent déposer une candidature pendant toute la période de validité du système, selon les dispositions de l'article 3 du présent RC (contenu du dossier de candidature) et de l'article 5 sur les conditions d'envoi.

7.3 Gestion des candidatures

7.3.1 Actualisation des candidatures

Conformément à l'article R. 2162-47 du CCP, à tout moment en cours de validité du SAD, l'acheteur peut demander aux candidats sélectionnés d'actualiser leur dossier de candidature, notamment au regard de l'évolution des exigences de la réglementation et des normes de conformité.

Les candidats admis devront signaler toutes modifications survenant pendant la période de validité du système et notamment celle qui se rapportent aux informations transmises dans le dossier de candidature et celles relatives à l'organisation de la société (le pouvoir d'engager la société, la forme juridique, la raison sociale ou la dénomination, son adresse ou siège social...).

7.3.2 Exclusion d'un candidat

L'acheteur se réserve le droit d'exclure un candidat du SAD s'il n'a pas participé à trois consultations successives sans apporter de motifs sérieux.

Un candidat pourra également être exclu si un marché spécifique dont il est l'attributaire a fait l'objet de mise en demeure.

7.3.3 Retrait d'un candidat

Un candidat peut se retirer du SAD à tout moment après l'avoir notifié à l'acheteur.

7.4 Invitation à soumissionner

Le SAD s'exécute par le biais de marchés spécifiques tout au long de sa durée. La consultation des marchés spécifiques ne peut se faire que pendant la durée de validité du SAD. Néanmoins, l'exécution du marché spécifique peut se faire au-delà de cette durée de validité. Les marchés spécifiques prennent effet à compter de leur date de notification et s'achèvent après exécution complète et conforme de la prestation afférente.

A chaque survenance d'un besoin, tous les candidats admis dans le SAD, pour le lot concerné, sont invités simultanément et par écrit à remettre une offre visant à attribuer un marché spécifique. Cette invitation à soumissionner est accompagnée du cahier des clauses particulières du marché.

La remise des offres aux marchés spécifiques est faite par la plateforme PLACE en accès restreint. Seuls les candidats admis au SAD reçoivent un mail comprenant un lien de téléchargement vers le dossier de consultation et un mot de passe pour y accéder.

Les candidats ne sont pas tenus de remettre une offre lorsqu'ils sont invités à soumissionner. Dans ce cas, l'acheteur se réserve la possibilité de demander aux candidats les motifs les ayant conduits à ne pas répondre à la consultation.

7.5 Délai de réponse

Conformément à l'article R. 2162-50, le délai minimal de réception des offres, précisé dans l'invitation à soumissionner, ne pourra être inférieur à 10 jours à compter de l'envoi de cette dernière.

7.6 Modalités de remise des offres

Les offres sont remises obligatoirement par voie électronique via PLACE. Elles devront parvenir avant la date et l'heure limite de réception des offres indiquées sur l'invitation à soumissionner.

Le candidat trouve sur le site www.marches-publics.gouv.fr les modalités d'inscription dans le « Guide d'Utilisation – Utilisateur Opérateur Economique » figurant dans l'encart « aide » du site précité de la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE).

Seules les données collectées sur le site du portail www.marches-publics.gouv.fr font foi et peuvent être utilisées pour déposer les offres. Les erreurs liées à l'utilisation de données extérieures au site précité peuvent entraîner le rejet de l'offre. L'acheteur décline toute responsabilité du fait d'éventuelles récupérations de fichiers contenant des erreurs.

En cas de dépôts de plusieurs offres par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue dans le délai imparti.

7.7 Documents à produire au titre de l'offre

Sous réserve de compléments et/ou appréciations apportées par l'invitation à soumissionner, le candidat remettra, au moment de la passation du marché spécifique, un dossier comprenant les pièces suivantes :

- l'acte d'engagement (ATTRI1) indiquant le prix unitaire HT (transports et emballages compris) et le délai de livraison (en jours calendaires) de ou des articles concernés ;
- le certificat de conformité de ou des articles concernés en cours de validité ;
- le certificat CE prouvant l'origine des composants. Le soumissionnaire apportera la preuve que les composants (hors élastiques) proviennent d'un état membre de l'Union européenne ;
- l'identification de ou des usines de fabrication (cf. art. L. 2112-4) où est prévue ou issue la production ; Le soumissionnaire apportera la preuve que les fournitures acquises sont intégralement fabriquées ou manufacturées dans une ou plusieurs antennes de production situées sur le territoire de l'Union européenne ;
- le questionnaire et ses pièces justificatives relatifs à l'évaluation de la performance environnementale ;

le questionnaire et ses pièces justificatives relatifs à l'évaluation de la performance sociale.

7.8 Critères de sélection des offres

Les candidats admis au SAD seront sélectionnés au niveau des marchés spécifiques sur la base des critères de sélection des offres suivants :

Critères	Plage de pondération
Prix	30 à 70 %
Délai de livraison	0 à 30 %
Performance environnementale	5 à 30 %
Performance sociale	5 à 20 %

L'invitation à soumissionner indiquera le pourcentage de pondération de chaque critère en fonction des besoins de l'administration.

7.9 Délai de validité des offres

Sauf mention contraire dans l'invitation à soumissionner, le délai de validité des offres est de **30 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

7.10 Modalités d'attribution

Les modalités d'attribution seront définies dans les marchés spécifiques transmis aux opérateurs économiques dont la candidature est retenue au titre de la présente consultation.

Pour chaque marché spécifique, l'acheteur retiendra l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères d'attribution indiqués dans le règlement de consultation du marché spécifique.

Le titulaire pressenti doit fournir préalablement à la notification des marchés spécifiques, et ceci dans un délai fixé par l'acheteur :

- une attestation de régularité fiscale de moins de 6 mois ;
- une attestation de vigilance URSSAF de moins de 6 mois ;
- une attestation d'assurance en responsabilité civile en cours de validité.

À défaut de fournir les documents précités, les marchés spécifiques issus du système d'acquisition dynamique peuvent être attribués au concurrent dont l'offre a été classée immédiatement après et ayant transmis les documents demandés.

Un candidat étranger produit les documents équivalents prévus par la législation en vigueur dans son pays, accompagnés d'une traduction de courtoisie en langue française.

7.11 Durée des marchés spécifiques

Les marchés spécifiques prennent effet à compter de leur date de notification et s'achèvent après exécution complète et conforme de la prestation afférente.

ARTICLE 8 - QUESTIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

8.1 *Au titre du Système d'Acquisition Dynamique*

Toute question devra parvenir obligatoirement à la Plate-Forme commissariat de Rambouillet via PLACE.

Les candidats peuvent poser leurs éventuelles questions pendant toute la durée du SAD. Les réponses et renseignements complémentaires sont publiés sur la PLACE.

8.2 *Au titre des Marchés Spécifiques*

Toute question devra parvenir obligatoirement à la Plate-forme commissariat de Rambouillet via PLACE, au plus tard **05** (cinq) jours calendaires avant la date limite de réception des offres. Les réponses et renseignements complémentaires sont publiés sur la PLACE, au plus tard **02** (deux) jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Pour les questions posées ultérieurement, la personne publique ne sera pas tenue de répondre et le soumissionnaire ne pourra s'en prévaloir pour faire reporter les délais de réception des offres.

ARTICLE 9 - UNITE MONÉTAIRE UTILISÉE

Les soumissionnaires sont informés que l'unité de compte du marché est l'euro.

ARTICLE 10 - PROCÉDURES DE RECOURS

En cas de litige relatif à l'exécution du SAD et des marchés spécifiques, la loi française est seule applicable.

Les tribunaux français sont seuls compétents.

S'agissant du présent SAD et de ses marchés spécifiques, les coordonnées du tribunal administratif de Versailles sont :

Greffes du Tribunal Administratif
56 avenue de Saint-Cloud
78000 VERSAILLES
Téléphone : 01.39.20.54.00 ou 01.39.20.54.87

Depuis le 1^{er} janvier 2017, en cas de litige, la saisine du tribunal administratif se fait obligatoirement en utilisant l'application informatique « Télérecours » quand l'opérateur économique est représenté par un avocat (articles R414-1 du code de justice administrative). Depuis le 1^{er} janvier 2017, le ministère d'avocats est étendu aux contentieux en exécution d'un contrat (articles R431-2 du code de justice administrative et suivants).